



Le troisième numéro de l'année 2017 de la lettre de l'ONAGRI vous propose une lecture sur les principales tendances des investissements agricoles en Tunisie durant la dernière décennie. L'allocation de plus de ressources financières pour plus de productivité et de durabilité d'un secteur aussi vital que celui de l'agriculture permettrait en effet la création d'une richesse nationale qui nous rendrait moins dépendants vis-à-vis des importations alimentaires et offrirait plus d'opportunités d'exporter des biens à haute valeur ajoutée et par conséquent de réduire le déficit jusque-là structurel de notre balance alimentaire. Le second article traite des changements futurs et actions possibles pour répondre à une demande alimentaire d'une population mondiale croissante qui serait de l'ordre de 9.2 milliards d'individus à l'horizon 2050. Pour la réussite d'un tel challenge, en plus d'agir sur l'offre, les enjeux liés à l'environnement, la sécurité alimentaire, la santé publique et sur-

tout la maîtrise de la demande alimentaire seraient les facteurs clés à intégrer dans toute réflexion sur une future stratégie de développement.

A ces deux articles font suite deux notes de lecture. La première sur un document édité par la FAO en 2017 sur l'avenir de l'alimentation : **tendances et défis**, la seconde sur **les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO durant la période 2017-2026** avec un chapitre spécial sur les perspectives et les défis en Asie du Sud-Est. En fin de lecture la Plateforme « **World Development Indicators** » (WDI) de la Banque Mondiale vous est présentée à travers des estimations d'indicateurs et de données récentes sur le développement mondial avec un mode de recherche et d'affichage interactif permettant de choisir l'objectif, l'indicateur et le pays. Pour conclure vous trouverez les rendez-vous scientifiques et professionnels pour le quatrième trimestre de l'année 2017.

Sommaire

| | |
|--|----|
| <i>Articles</i> | 2 |
| La demande alimentaire à l'horizon 2050 Changements futurs vs actions possibles..... | 2 |
| Une lecture de principales tendances des investissements agricoles en Tunisie durant la dernière décennie..... | 5 |
| <i>Notes de lecture</i> | 11 |
| FAO (2017). L'avenir de l'alimentation Tendances et défis (143pages)..... | 11 |
| OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (2017). Perspectives agricoles de l'OCDE et la FAO 2017-2026. Edition OCDE, Paris. 139 pages..... | 13 |
| La plateforme « World Development Indicators » (WDI) de la Banque Mondiale Les indicateurs de développement mondial | 15 |
| <i>Rendez-vous</i> | 17 |

La demande alimentaire à l'horizon 2050 Changements futurs vs actions possibles

تتمثل أهم التحديات التي يطرحها الأمن الغذائي في العالم في كيفية إيجاد معادلة بين ما يوفره قطاع الفلاحة من ناحية وتطور عدد السكان ومستوى العيش من ناحية أخرى. حيث انه مع حلول سنة 2050 سيتعين على الأرض أن توفر الغذاء لـ 9,2 مليار نسمة. لذلك من الضروري أن يتضاعف الإنتاج و يتأقلم مع تغير العادات الغذائية نتيجة التطور الاقتصادي من ناحية و تنامي المدنية و الدخل الفردي من ناحية أخرى. كما أن الإنسانية أمام تحدي اخر وهو التصدي للفقر و سوء التغذية. تتكلف هذه التحديات على المجتمع الدولي قرابة 4% الى 5% من الناتج العالمي الخام مما يتوجب عليه الحد من ظاهرة التبذير و التشجيع على رسكلة الأطعمة وإعادة تحويلها.

Les débats sur la sécurité alimentaire ne cessent de mettre en exergue les défis de taille auxquels fait face l'agriculture dans le monde : l'accroissement de la population et l'augmentation des niveaux de vie, non seulement sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan de gestion des ressources.

D'ici 2050 notre planète devra nourrir près de 9,2 milliards d'individus et pour répondre à cette demande, la production est appelée à augmenter et à s'adapter en plus aux changements des régimes alimentaires, tant sur le plan de calories à garantir que sur le plan structure de la demande. En effet, l'on s'attend à une croissance forte de la population en Afrique, mais un peu plus modérée en Inde et en Amérique du Sud, en comparaison avec une stabilisation en

Chine et dans les pays industrialisés. Cette augmentation de la population sera aussi accompagnée par une urbanisation croissante et une forte concentration géographique de la demande.

Les transitions nutritionnelles observées dans les dernières années sont portées par le développement économique d'une part, et par l'augmentation des revenus et l'urbanisation d'autre part. L'on prévoit une croissance de la consommation apparente, mais avec des écarts forts entre l'Afrique sub-saharienne (2200 kcal) et les pays industrialisés (3500 kcal). Les produits animaux auraient un poids de plus en plus croissant, en particulier pour la Chine, les huiles végétales et les produits sucriers progresseraient fortement, alors que les céréales

restent encore dominantes malgré la régression de leur part, notamment secondaires.

Néanmoins, en plus des difficultés d'accès à l'alimentation liées à la pauvreté, le phénomène de sous-nutrition persiste, en dépit d'une réduction relative dans la dernière décennie. On assiste aussi à des inégalités croissantes face à la question alimentaire : en plus de près de 900 millions de sous-nourris et des deux milliards souffrants de carence nutritionnelle, 1,5 milliard ont des problèmes de surpoids, résultat d'une surnutrition énergétique et d'obésité. Ainsi, le coût sociétal inhérent à cette situation, y compris les effets directs et indirects se situe entre 3500 et 4800 milliards de dollars, soit 4 à 5% du PIB mondial¹.

¹Sommet mondial de la nutrition, novembre 2014.

Plusieurs travaux adoptant différentes approches se sont penchés sur les questions liées aux estimations de la demande alimentaire. Outre les travaux de la FAO qui constituent un exercice de prévision basé sur les tendances actuelles, d'autres travaux ont utilisé la méthode des scénarios, en vue de construire des images contrastées du futur et d'identifier les variables et les leviers majeurs en matière de sécurité alimentaire. En effet, différentes méthodologies ont été adoptées pour avoir des estimations quantitatives sur la demande alimentaire à l'horizon 2050, en particulier pour en ce qui concerne les paramètres économiques². On estime ainsi, une croissance de la demande alimentaire mondiale de 2000 à 2050 qui pourrait être comprise entre +40% et 68% en calories, sur la base de différentes hypothèses relatives à la population et aux régimes alimentaires, qui dépendent elles-mêmes d'autres facteurs économiques, politiques et sociaux.

Une étude récente du CEPII³, a adopté une approche novatrice qui réside dans la quantification de l'évolution de la demande

mondiale sur l'horizon 2050, d'une façon désagrégée, permettant de modéliser le phénomène de la transition nutritionnelle. Les auteurs de cette étude proposent une quantification de ce phénomène à l'aide d'un modèle économétrique qui a été utilisé pour estimer les changements futurs dans la consommation mondiale de calories. Celui-ci est caractérisé par une augmentation du revenu et de la demande en calories, conjuguée à une hausse de la demande de produits d'origine animale, de graisses et de produits riches en sucre, traduisant ainsi un changement dans le régime alimentaire. En effet, même si le régime alimentaire typique diffère entre les pays, aussi bien sur le plan quantitatif que sur le plan de la composition en produits, ils restent fortement liés au niveau du développement économique, ce qui revient à la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins en consommation.

Selon les auteurs de cette étude, les deux facteurs : croissance de la population et variation du revenu ont des effets différents sur l'évolution de la demande. En ef-

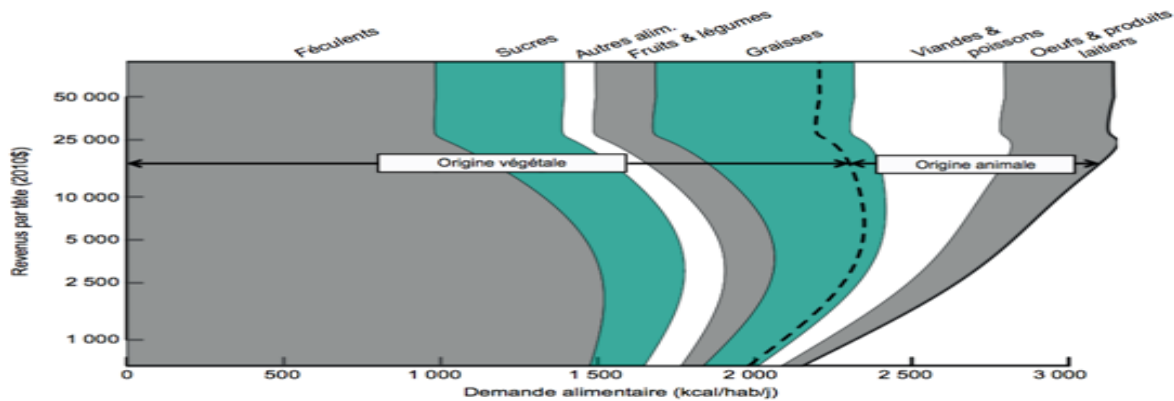
fet, l'augmentation de la demande en calories serait essentiellement imputable à la croissance de la population, alors que l'augmentation des revenus aurait un effet principalement de réallocation entre les principaux produits.

Les principaux résultats de ces projections sont les suivants :

- la demande alimentaire mondiale augmentera de 46%, soit moins de la moitié de la croissance au cours des quatre décennies précédentes ;
- cette croissance sera attribuable principalement aux pays à faible revenu ;
- la structure de la demande alimentaire mondiale changera au cours de la période, avec une augmentation de 95% de la demande de calories animales et une augmentation de 18% de la demande de féculents beaucoup plus faible ;
- l'analyse d'une gamme de projections de la population et du revenu révèle des incertitudes importantes. Ainsi, en fonction du scénario, l'augmentation prévue de la demande en calories d'origine animale et végétale, varie de 78 à 109% et de 20 à 42%, respectivement.

²Une différence essentielle entre les différentes méthodes réside dans l'intégration ou non de l'élément prix dans un exercice d'estimation à long terme, en vue de tenir compte des interactions offre/demande, ou de l'évolution des régimes alimentaires.

³Gouel, C. et Guimbard, H. (2017). Nutrition transition and the structure of global food demand. Document de travail, CEPII, n° 2017-5.



Source : Gouel, C. et Guimbard, H. (2017). La demande alimentaire mondiale en 2050. La lettre du CEPII, n° 377, mai 2017.

Dans un contexte d'augmentation de la richesse mondiale, et donc de la demande alimentaire, assurer la sécurité alimentaire requiert une croissance élevée de la production agricole, mais tout en contrôlant les externalités associées.

En effet, la capacité du système alimentaire à répondre à la demande future en aliments fait face à un certain nombre de défis. Même si la production au niveau agrégé augmente, une frange de la population mondiale souffrirait de faim ou de malnutrition, en raison du manque d'opportunités de revenus pour les pauvres et de l'absence de filets de sécurité efficaces.

Une question essentielle se pose à ce niveau : y a-t-il des marges possibles pour agir sur la demande ? Vraisemblablement, les comportements alimentaires ne s'infléchiraient pas de façon massive, en particulier dans les pays

en développement (Even et Laisney, 2011). Toutefois, il existe un lien entre la transition nutritionnelle et les problèmes de santé publique qui seraient susceptibles de conduire à certains changements dans le futur.

Une autre piste de manœuvre possible et non moins importante est la réduction du gaspillage. En effet, plusieurs leviers existent pour réduire les formes de gaspillage alimentaire ou favoriser la récupération des denrées non consommées.

L'augmentation de la demande alimentaire est un fait inévitable et corroboré, alors que l'éventail d'estimations de cette augmentation ne fait pas le consensus. Les possibilités d'action ne sauraient se limiter à l'offre mais devraient faire appel à des leviers liés à la demande pour contourner des scénarios peu soutenables alliant croissance démographique et

transition nutritionnelle rapide. Des marges de manœuvre possibles impliquent à la fois des politiques de développement et des politiques nutritionnelles agissant sur les comportements des consommateurs pour orienter ces derniers vers une consommation plus durable et plus saine, tout en luttant contre les pertes et les gaspillages. Ce type d'action est de nature à créer des leviers de maîtrise de la demande et de répondre aussi à des enjeux liés à l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la santé publique. Il importe à ce niveau d'intégrer ces éléments dans toute réflexion pour la formulation de stratégie de développement.

Sources et références

Even, M.A. et Laisney, (2011). La demande alimentaire en 2050 : chiffres, incertitudes et marges de manœuvre. Note d'analyse du CEP n°27, février 2011.

Une lecture des principales tendances des investissements agricoles en Tunisie durant la dernière décennie

تناول هذه الورقة قراءة في تطور الاستثمارات خلال العشرية الأخيرة حيث بلغت خلال سنة 2015 حوالي 1200 مليون دينار بالأسعار الجارية و 766.8 مليون دينار بالأسعار القارة. وتمثل هذه الاستثمارات 7.4 % من قيمة الاستثمارات الجارية في الإقتصاد الوطني. وقد سجلت هذه الاستثمارات خلال الفترة 2006-2015 معدل تطور سنوي يقدر بـ 1.5 % بالأسعار الجارية مقابل تراجع طفيف بالأسعار القارة حيث بلغ معدل التطور السنوي (-0.5 %). وتتوزع هذه الاستثمارات بين القطاعين العمومي والخاص بنسب 34.5 % و 65.5 % على التوالي. وقد سجلت العشرية 2006-2015 تراجع نسبة الاستثمارات الفلاحية في الاستثمارات الجارية إلى جانب تطور مساهمة القطاع الخاص على حساب القطاع العمومي. ويبين توزيع هذه الاستثمارات حسب الأنشطة أن الري الفلاحي يحتل المرتبة الأولى سواء بالنسبة للقطاع العمومي أو القطاع الخاص حيث استقطب خلال سنة 2015 حوالي 36% من جملة الاستثمارات المنجزة من طرف القطاع العمومي و 22% من جملة الاستثمارات المنجزة من طرف القطاع الخاص. إلا أن الاستثمارات الموجهة لهذا النشاط قد سجلت تراجعا متواصلا خلال العشرية 2006-2015. ومن ناحية أخرى سجلت بعض البرامج الأخرى على غرار البرنامج الجهوي للتنمية والصيد البحري تطورا هاما خلال هذه الفترة. فيما يتعلق بتمويل الاستثمارات الفلاحية فقد سجلت نسبة مساهمة ميزانية الدولة تطورا لتبلغ حوالي 32,5 % خلال سنة 2015 مقابل 24,1 % خلال سنة 2006. كما سجلت نسبة مساهمة التمويل الذاتي تطورا ملحوظا لتبلغ 47,8 % خلال سنة 2015 مقابل 33,5 % خلال سنة 2006، في حين سجلت نسب مساهمة القروض البنكية والقروض الخارجية تراجعا لتبلغا على التوالي 10,6 % و 9,2 % خلال سنة 2015 مقابل 16,5 % و 20,1 % خلال سنة 2006. أما بالنسبة لتمويل الاستثمارات في القطاع الخاص فإن التمويل الذاتي يمثل القاعدة حيث ساهم بحوالي 78 % خلال سنة 2016.

Préambule

Les dérèglements climatiques, la volatilité des prix des produits agricoles, la menace d'une aggravation de l'insécurité alimentaire autant d'éléments préoccupants pouvant affecter le secteur agricole. La communauté internationale en particulier les pays en développement et ceux dont la situation géographique et /ou l'aridité du climat ne leur permettent pas de couvrir la totalité de leurs besoins alimentaires à partir de la production locale sont conduits à accorder plus de moyens à ce secteur vital notamment à travers l'allocation de plus de ressources pour assurer sa durabilité et améliorer sa productivité. Les

ressources financières par le biais des investissements comptent parmi les leviers de croissance utilisés permettant de répondre à une demande alimentaire de plus en plus exigeante, de pérenniser les moyens d'existence de la population rurale en particulier des exploitations agricoles ; de créer plus d'emplois et de générer une valeur ajoutée (VA) ayant sa part de formation dans le PIB. Les investissements sont le fondement et le moteur de la croissance et du développement économique agricole d'un pays par la création d'une richesse nationale suffisante limitant ainsi la dépendance aux importations et offrant l'opportunité d'exporter des biens à haute va-

leur ajoutée. Dans cet article nous nous proposons de d'observer de plus près les investissements réalisés dans le secteur de l'agriculture et de la pêche durant la période 2006 - 2015. Quant aux données de l'année 2016 elles sont encore estimatives et les conclusions qui peuvent s'en dégager demeurent provisoires. Par ailleurs l'on serait appelé à distinguer entre d'une part les investissements publics et d'autre part les investissements privés. L'analyse serait également réalisée en monnaie constante et en monnaie courante.

1. Evolution des investissements agricoles

Le suivi des investissements réalisés dans le secteur de l'agricultu-

re et de la pêche à prix courants durant la période 2006-2015 a montré que ceux-ci ont augmenté de 31,5% passant de 912,5 MD en 2006 à 1200 MD en 2015. A prix constants, ces mêmes investissements ont baissé de 12,5% entre le début et la fin de la période étudiée. En effet, les montants respectifs exprimés en monnaie constante sont passés de 876.6 MD en 2006 à 766.8 MD en 2015. Ces investissements n'ont aug-

menté réellement que de 3.1% en 2015 et les réalisations probables de 2016 escomptent une quasi stagnation. Cette inversion de tendance entre monnaie courante et monnaie constante est due à l'effet de la hausse de l'indice général des prix à la consommation (figure 1). Par rapport aux investissements totaux du pays, le secteur agricole a occupé une part en diminution durant la période considérée passant de 9.4% en 2006 à 7.4% en

2015 perdant ainsi deux points de pourcentage. En 2016, cette part serait en baisse d'un demi-point avec 6.9% (figure2).

Le découpage de cet espace temporel en périodes de cinq années successives a donné des parts d'investissements agricoles rapportés aux investissements totaux du pays variant de 15.4% à 7.2% (figure 3).

Figure 1. Evolution des investissements agricoles en monnaie courante et en monnaie constante (2006-2016)

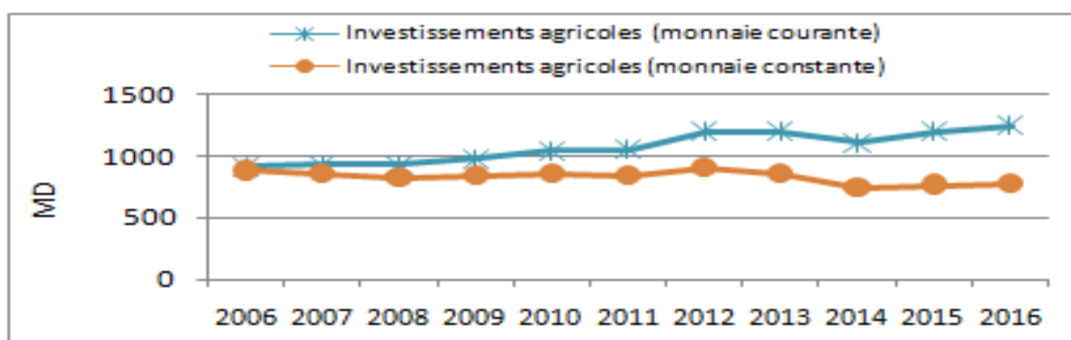


Figure 2. Evolution de la part des investissements agricoles dans l'investissement global durant la période 2006-2016

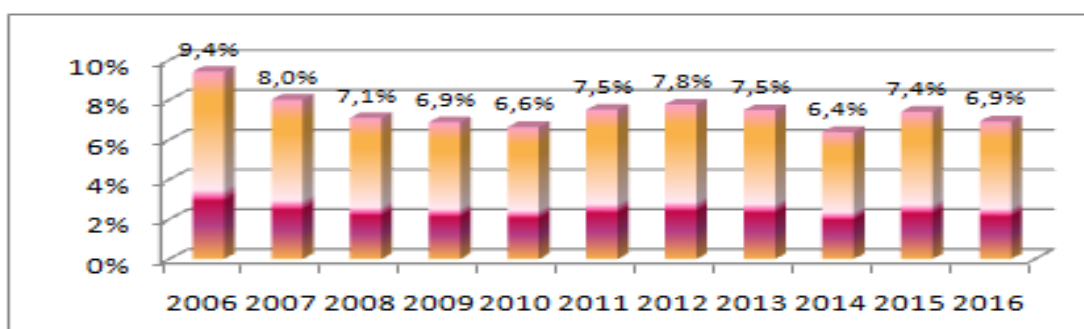
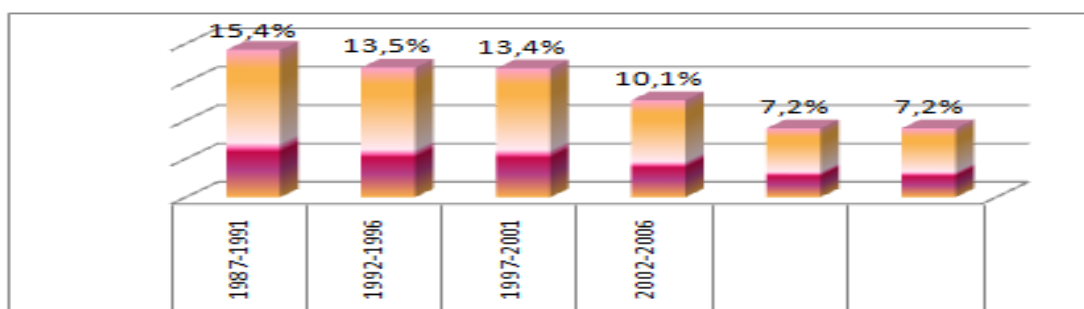


Figure 3. Evolution de la part des investissements agricoles dans l'investissement global



2. Répartition des investissements agricoles par opérateur

Les investissements du secteur de l'agriculture et de la pêche se répartissent entre le secteur privé et le secteur public avec dominance du secteur privé dont la part a varié entre un minima de 51,3% et un maxima de 68% (figure 4).

En monnaie courante, les investissements agricoles réalisés par le secteur public ont enregistré un TCAM de 0,5% et une croissance de 0,8% entre les années 2006 et 2015 avec respectivement 410,2 MD et 413,6 MD tout en passant par une hausse remarquable en 2012 (585 MD) et une chute en 2014 (355,6 MD). En 2016, on es-

time la croissance à 6,6% en glissement annuel.

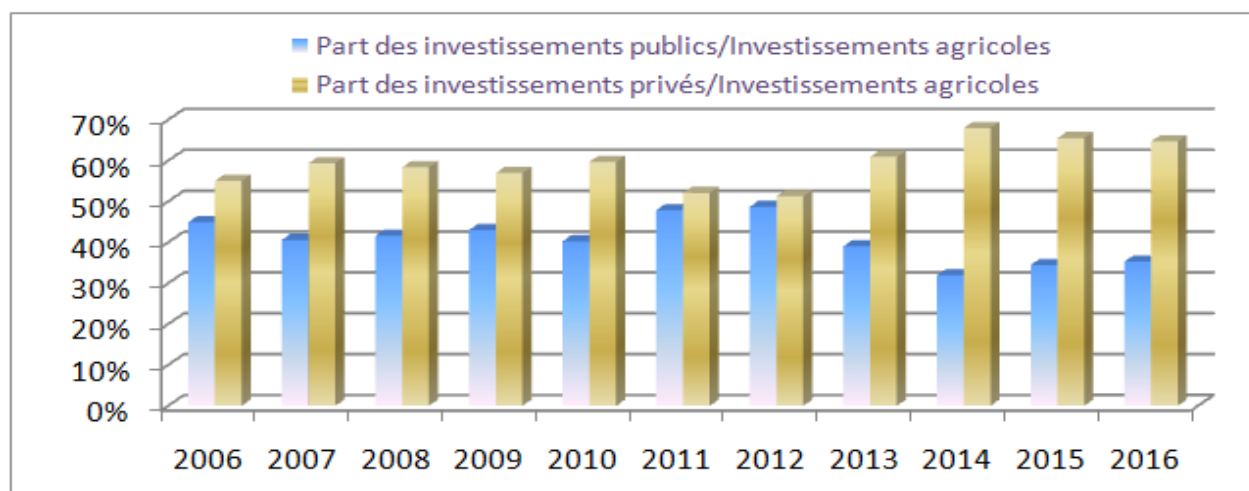
En monnaie constante, les investissements publics ont par contre enregistré un TCAM de -1,5%. Ils ont diminué de 32,9% entre 2006 et 2015 (respectivement 394 MD et 264,3 MD). En 2016, on estime la croissance à 2,8% en glissement annuel.

Dans le secteur privé, les investissements courants ont enregistré un TCAM de 2,1% et une croissance de 56,6% de 2006 à 2015 (respectivement 502,3 MD et 786,5 MD). En 2016, la hausse de valeur des investissements a été estimée à 2,9% par rapport à 2015.

En termes constants les investissements privés ont été quasi-stagnants (TCAM=0,1%) et n'ont augmenté que de 4,1% entre 2006 et 2015 (respectivement 482,5 MD et 502,5 MD). En 2016, on estime la part des investissements privés à 64,7% soit un recul de 0.8 point par rapport à 2015.

Notons toutefois que les investissements privés sont confrontés à certaines contraintes dont principalement la difficulté d'accès aux sources de financement (crédits bancaires) vu l'absence de garanties réelles (titres de propriétés) ainsi que l'endettement des agriculteurs.

Figure 4. Evolution de la part des investissements publics et des investissements privés dans l'investissement agricole (2006-2016).



3. Répartition des investissements agricoles par activité

La composante hydraulique occupe une place de choix aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé (figure 5 et figure 6). Néanmoins, ces investis-

sements ont permis la progression des superficies irriguées de 395 mille hectares en 2006 à 428 mille hectares en 2015. Il n'en demeura pas moins que la dualité sec/irrigué et la faible productivité aussi bien en mode pluvial qu'en irrigué

avec une demande en eau actuellement évaluée à 80% des disponibilités hydriques (2.14 milliards de mètres cubes) pose sérieusement le problème de la durabilité et de la résilience du secteur eu égard aux différentes contraintes à savoir :

i) le mode de gouvernance, ii) la durabilité et la qualité de la res- source eau, iii) les dérèglements climatiques, vi) la dégradation des sols et vii) l'envasement des rete- nues.

Figure 5. Evolution des investissements publics par type d'activité en monnaie constante

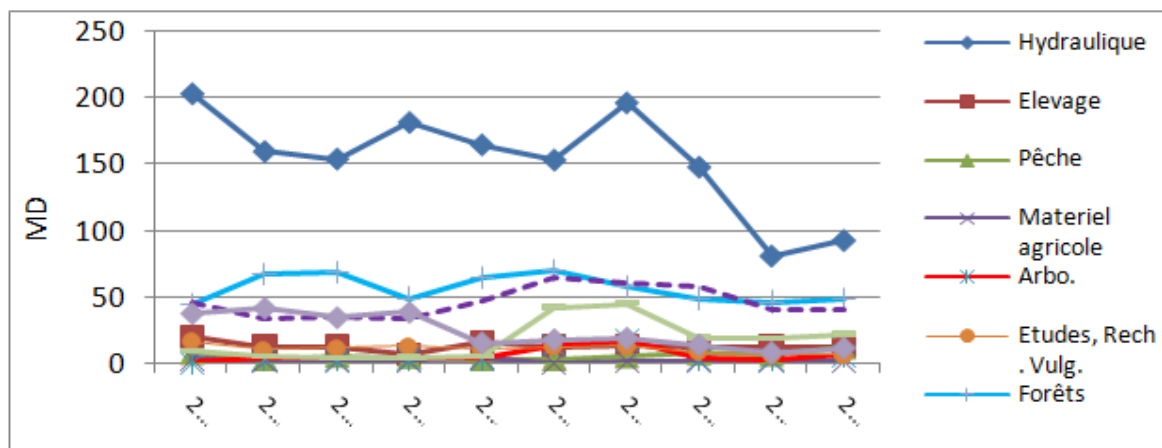
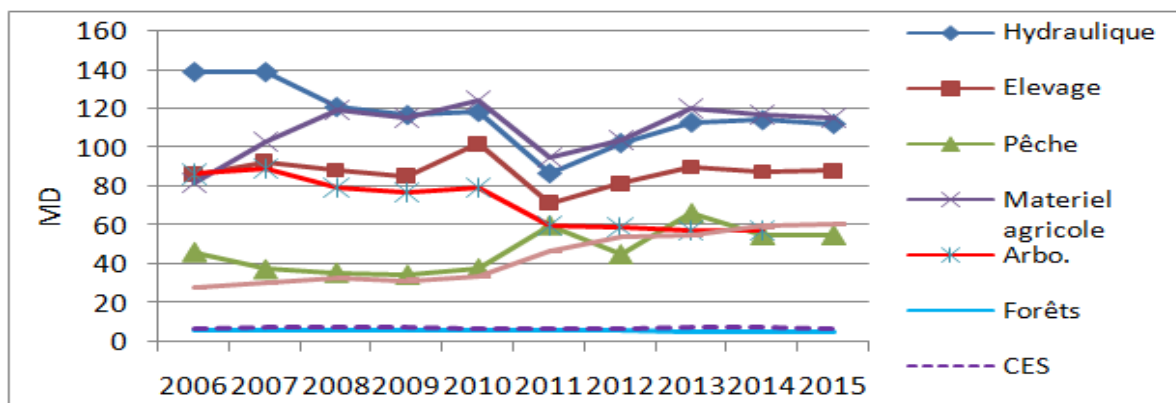


Figure 6. Evolution des investissements privés par type d'activité en monnaie constante



4. Financement des investissements agricoles

En Tunisie, les principales sources de financement des investissements agricoles sont le budget de l'Etat, les crédits bancaires, les fonds propres, le financement extérieur. Les investissements publics sont financés en majeure partie par le budget de l'Etat dont la part a toutefois diminué au cours de ces dernières années (76% en 2012, 72.6% en 2013,

71.1% en 2014 et 64.3% en 2015) au profit des crédits extérieurs (22.5% en 2012, 24.5% en 2013, 23.3% en 2014, 25.5% en 2015). Le recours aux crédits bancaires bien que faible au début a progressivement augmenté pour atteindre 10.2% en 2015 alors qu'il avait été de 1.5% en 2012 (figure 7). Les capitaux investis dans le secteur privé sont composés en majorité de fonds propres avec des parts respectives en hausse (soit

57.3% en 2012, 59% en 2013, 63% en 2014 et 71% en 2015). La part des crédits bancaires bien qu'assez élevée au début (30% en 2012 et en 2013) a finalement baissé en 2014 (24.6%), et en 2015 (15%). Quant au budget de l'Etat il est respectivement intervenu pour 12.5% en 2012, 11% en 2013 et en 2014 et 14% en 2015 (figure 8).

Figure 7. Sources de financement des investissements agricoles publics

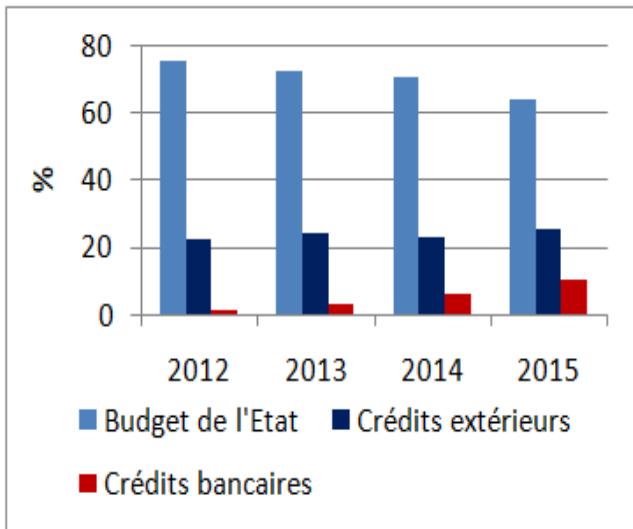
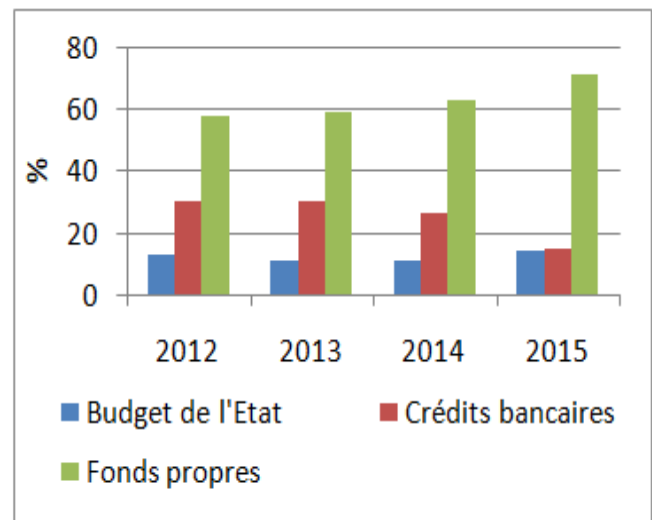


Figure 8. Sources de financement des Investissements privés

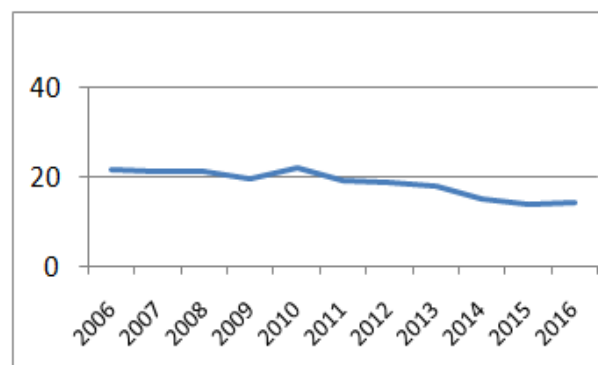


5. Investissements et valeur ajoutée

Le ratio investissements agricoles /valeur ajoutée du

secteur a varié de 21.5% en 2006 à 14% en 2015 passant par un maximum de 22% en 2010 (figure 9).

Figure 9. Evolution du ratio : Investissement / valeur ajoutée entre 2006 et 2015

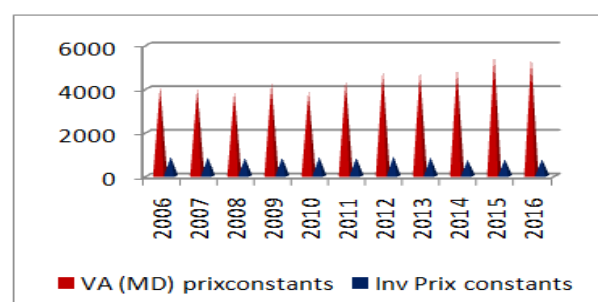


Le suivi de cet indicateur durant la décennie étudiée a montré une diminution des capitaux investis par rapport à la création de richesse à l'intérieur du secteur. Au-

trement dit que la valeur ajoutée croît indépendamment des investissements réalisés ce qui indique une faible relation de causalité entre les deux variables. En effet,

la croissance de cette valeur a été plus élevée que celle des investissements elle serait probablement due à d'autres facteurs (figure 10).

Figure 10. Evolution des investissements et des valeurs ajoutées du secteur de l'agriculture et de la Pêche en monnaie constante.



Conclusion

Le suivi des investissements réalisés dans le secteur de l'agriculture et de la pêche à prix courants durant la période 2006-2015 a montré que ceux-ci ont réellement diminué de 12,5% alors qu'en termes courants ils semblent avoir augmenté de plus de 31%. Les investissements du secteur privé affichent une tendance à la hausse avec une part de 55% en 2005 qui a évolué à plus de 64% en 2015.

La part des investissements alloués au secteur agricole a diminué durant la décennie étudiée passant de 9,4% à 7,4% du montant des investissements totaux. Les investissements réalisés dans le secteur privé affichent une tendance vers la hausse avec un gain de 9,7 points de pourcentage entre les années 2006 (55%) et 2015 (64,7%). Le budget de l'Etat pour le secteur public et les fonds propres pour le secteur privé sont les sources de financement les plus importantes avec des montants en hausse entre le début et la fin de la période.

Bien que la part des investissements privés soit en hausse, il n'en demeure pas moins que le rôle des investissements publics dans le secteur agricole reste indéniable. En effet, les fonds alloués par le secteur public ont été destinés à des investissements à moyen et long terme à savoir la réalisation d'infrastructures hydrauliques (Barrages, réseaux d'irrigation,

stations de dessalement etc.), travaux d'aménagement forestiers et de conservation des eaux et du sol, projets de développement agricole intégré, programmes régionaux de développement, etc. Il s'agit aussi d'un choix de politique agricole orientée vers une stratégie multidimensionnelle de gestion des ressources en particulier l'eau d'irrigation. A la différence du secteur public, les investissements privés sont plutôt orientés vers l'élevage, la pêche et l'aquaculture, l'arboriculture, l'achat de matériel agricole et d'irrigation soit des activités rentables à court terme. Néanmoins, malgré ces efforts, les capitaux investis n'ont eu qu'une incidence partielle sur la croissance de la valeur ajoutée du secteur agricole celle-ci serait également due à la combinaison de plusieurs autres facteurs en synergie avec les ressources financières. Pour plus d'efficacité et afin de dynamiser un secteur primaire capable de générer une croissance inclusive, plusieurs actions ont été prises par les décideurs pour encourager les promoteurs en particulier les jeunes à investir et pratiquer une activité de plus en plus désertée en raison de la pénibilité de son travail à laquelle s'ajoute la difficulté d'accès au financement sachant que l'agriculteur est le premier investisseur de son exploitation. A cet effet, il a été récemment procédé à l'instauration d'une nouvelle loi sur les investis-

sements agricoles. Plusieurs dispositions ont été prévues dans le cadre de cette nouvelle loi dont on peut citer l'augmentation du plafond du crédit foncier jusqu'à 250 mille dinars au lieu de 150 mille dinars; des crédits, remboursables sur 25 ans avec un délai de grâce aussi augmenté de 5 à 7 ans, octroyés à des taux d'intérêt qui ont été rabattus de 5% à 3%. Un autofinancement de 5% de la valeur de la terre et de 10% de celle des travaux d'aménagement, etc.

Les nouveaux moyens devraient également être accompagnés d'autres mesures dont l'apurement de la situation financière des petits et moyens exploitants fortement endettés qui pourrait permettre à ces derniers de bénéficier de nouveaux crédits bancaires pour accroître leur capacité de production. Enfin une assurance contre les dégâts et catastrophes naturelles serait d'un ajout considérable d'autant plus que le dérèglement climatique prévu par les scientifiques ne cesse de se confirmer et de s'installer dans la durée.

Sources de données

- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche : Direction Générale des Etudes et de Développement Agricole (DG/EDA).
- Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA).
- Institut National de la Statistique (INS)

Notes de lecture

Cette rubrique se donne pour objectif de faire connaître à un public large intéressé, des contributions marquantes dans le domaine de l'agriculture et des politiques agricoles et ce dans un esprit d'échange et de réflexion, à partir de nouvelles parutions : ouvrages, documents de travail, etc., récemment parus et susceptibles d'enrichir les connaissances et la compréhension et susciter de la réflexion autour de questions pertinentes.

FAO (2017). *L'avenir de l'alimentation Tendances et défis* (143 pages).

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la vision de la FAO qui œuvre pour un développement mondial inclusif et équitable par une amélioration durable des niveaux de vie des populations principalement les plus démunies aux niveaux économique, social et environnemental et un monde où la faim et la malnutrition seraient éradiquées. La FAO a entrepris de réaliser une stratégie basée sur les tendances dominantes et les défis susceptibles d'influencer le futur de l'alimentation et de l'agriculture menacées dans leur pérennité sous l'effet de la surexploitation des ressources naturelles et des changements climatiques. Malgré les progrès réalisés au cours des années passées voir des siècles antérieurs, pour un monde meilleur (gains de productivité, technolo-

gies plus performantes, innovation des systèmes de production, surabondance de certains produits agricoles, etc.), la malnutrition, les conflits armés et les inégalités entre les populations - dont certaines ont été contraintes à la migration - persistent encore. A cela, s'ajoutent la dégradation de l'environnement et les dérèglements climatiques dont l'intensité est appelée à s'intensifier dans les années futures.

Selon la FAO, la question cruciale du moment est de savoir si les systèmes alimentaires et agricoles actuels pourraient satisfaire les besoins d'une population mondiale dont le nombre devrait dépasser les neuf milliards vers le milieu du 21ème siècle dans un contexte d'épuisement des ressources naturelles et de changement clima-

tique. Ce document cherche à répondre à cette question vitale à travers une panoplie de tendances mondiales dominantes (une quinzaine), interdépendantes, et qui prises ensemble permettent d'identifier les défis (une dizaine selon la FAO) que l'alimentation et l'agriculture devraient relever de « manière globale et systémique » pour une sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires et agricoles plus durables.

Les quinze tendances présentées mettent en exergue les principaux problèmes de l'agriculture et économiques à l'échelle mondiale soit i) une croissance démographique essentiellement concentrée en Afrique et en Asie ainsi que dans grandes les villes, ii) une demande croissante en nourriture, iii) persistance d'une extrême pauvreté

dans les zones rurales, iv) pertes et gaspillage de produits alimentaires, v) plus de ravageurs, de maladies transfrontalières des plantes et des végétaux, vi) migration de détresse des populations, vii) dérèglements du climat, viii) problèmes de carences ou d'obésité alimentaires, ix) problèmes environnementaux et écologiques etc.

De ces tendances passées ont émergés les prochains défis à relever à travers des actions à mener pour i) réduire les inégalités sociales et éradiquer la pauvreté, ii) rendre les systèmes alimentaires plus efficaces et plus résilients, iii) prévenir l'expansion des maladies, des ravageurs et autres menaces, iv) améliorer les conditions de vie aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales et endiguer le fléau de la migration face au chômage et aux aléas du climat et de l'insécurité, vi) répondre

quantitativement et qualitative-ment aux besoins alimentaires des malnutris et des plus démunis vii) accroître les perspectives d'investissement et la création d'emplois etc.

Il paraît ainsi évident que les tendances du passé ne peuvent se prolonger telles quelles et qu'une « transformation majeure des systèmes agricoles, des économies rurales et de la gestion des ressources naturelles est nécessaire ».

La pertinence de ce document réside dans le fait qu'il recommande ou plutôt incite à des réactions immédiates pour un futur meilleur. Il identifie les vrais problèmes de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans le monde et propose des actions concrètes. Il montre clairement par l'énumération et l'analyse des 15 tendances clé et des 10 défis majeurs sélectionnés que des systèmes de production basés sur l'utilisation

de plus de ressources (eau, sols, forêts) et d'intrants chimiques ont une incidence négative sur la durabilité de la production alimentaire et agricole à l'échelle de la planète. Des approches différentes seraient ainsi nécessaires pour une meilleure résilience des ressources et des moyens de subsistance et une meilleure équité entre les populations. Il s'agirait de réduire le clivage entre pays développés et pays sous développés par un engagement réel et une responsabilité collective de tous les pays. Ces remises en cause des modes de gouvernance pourraient augurer à l'horizon 2030 de perspectives d'un développement mondial inclusif limitant fortement les conflits sociaux et internationaux et d'assurer un avenir plus sain pour les peuples et pour la planète.

OCDE/Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (2017). Perspectives agricoles de l'OCDE et la FAO 2017-2026. Edition OCDE, Paris. 139 pages.

Les perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO sont réalisées dans le but d'utilité aux initiatives mondiales visant à résoudre les problèmes de l'agriculture et de sécurité alimentaire à l'instar des « Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies d'ici 2030 » et l' « Accord de Paris de 2015 ». Cette 13ème édition de la série présente des projections à l'horizon 2026 pour les principaux produits agricoles de base ainsi que les biocarburants et les produits halieutiques et aquacoles. Elle contient un chapitre spécial sur l'Asie du Sud-Est. L'analyse a concerné la production, la consommation, les stocks, les échanges et les prix de 25 produits agricoles moyennant différents types d'indicateurs tels que le taux de croissance annuel et les pourcentages de variations entre les années. Ce document est composé de trois chapitres :

Chapitre 1. Vue d'ensemble des perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2017-2026

Ce premier chapitre présente un aperçu de la dernière série de projections quantitatives à moyen terme relatives aux marchés agri-

coles mondiaux et nationaux. Il débute avec une analyse de la situation des marchés agricoles en 2016. Il s'intéresse par la suite aux évolutions de la consommation et de la production, en mettant l'accent sur les tendances régionales. Un intérêt est aussi accordé à la structure des échanges qui révèle une relative concentration des exportations et une dispersion des importations des pays pour les différents produits de base. Le chapitre se termine par les projections des prix mondiaux agricoles, et une discussion sur les incertitudes qui pourraient affecter les projections de prix. Selon ces projections, les gains d'efficacité réalisés au niveau de la production permettront de répondre à une demande croissante de produits agricoles, ce qui maintiendra les prix réels à des niveaux relativement stables.

Chapitre 2. Asie du SudEst : Perspectives et défis

Le deuxième chapitre est consacré aux perspectives et aux défis qui se présenteront au secteur agricole de l'Asie du Sud Est pendant la prochaine décennie. Selon les auteurs les échanges et la sécuri-

té alimentaire seraient les principales préoccupations des responsables de l'action publique. Ce chapitre se penche tout d'abord sur les résultats antérieurs et la situation actuelle de l'agriculture et de la pêche en Asie du SudEst, avant d'offrir des projections à moyen terme des évolutions des marchés et de la sécurité alimentaire (2017-26). Il se termine par un examen des défis et des incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur ces mêmes projections. De ce fait, les pays de l'Asie du Sud-Est ont bénéficié d'importantes améliorations de leurs niveaux de développement et d'une croissance vigoureuse du secteur de l'agriculture et de la pêche. Les perspectives agricoles y sont globalement positives, mais elles pourraient être encore améliorées au moyen de politiques cohérentes et d'investissements stratégiques, en particulier dans les infrastructures rurales.

Chapitre 3. Aperçus par produit

Le dernier chapitre de ce document, a été consacré à la description de la situation des marchés et les éléments marquants qui se dégagent de la dernière série de

projections quantitatives à moyen terme sur les marchés agricoles mondiaux et nationaux. Il apporte des informations sur les prix, la production, la consommation, les échanges des céréales, des graines oléagineuses, du sucre, de la viande, des produits laitiers, des produits halieutiques et aquacoles, des biocarburants et du coton, ainsi que sur les principales incertitudes les concernant. Les projections quantitatives sont établies à l'aide du modèle d'équilibre

partiel de l'agriculture mondiale Aglink-Cosimo.

Pour terminer, l'importance de ce document réside dans l'intérêt qu'il accorde à étudier l'évolution d'un ensemble de produits stratégiques à savoir les céréales, le lait, les viandes et les produits de la pêche et de l'aquaculture. Ce document comprend une annexe d'une dizaine de tableaux relatifs aux projections mondiales par produit étudié de 2017 à 2026 (productions, consommations,

échanges et stocks) rassemblées selon quatre groupes : monde, pays développés, pays en développement et de l'OCDE. Les données, les graphiques les indicateurs réalisés pour plusieurs pays et les analyses tirées à travers ces perspectives pourraient servir des références pour les différents acteurs du monde agricole à l'échelle internationale compte tenu des évolutions économiques, politiques, environnementales et démographiques.

La plateforme « World Development Indicators » (WDI) de la Banque Mondiale

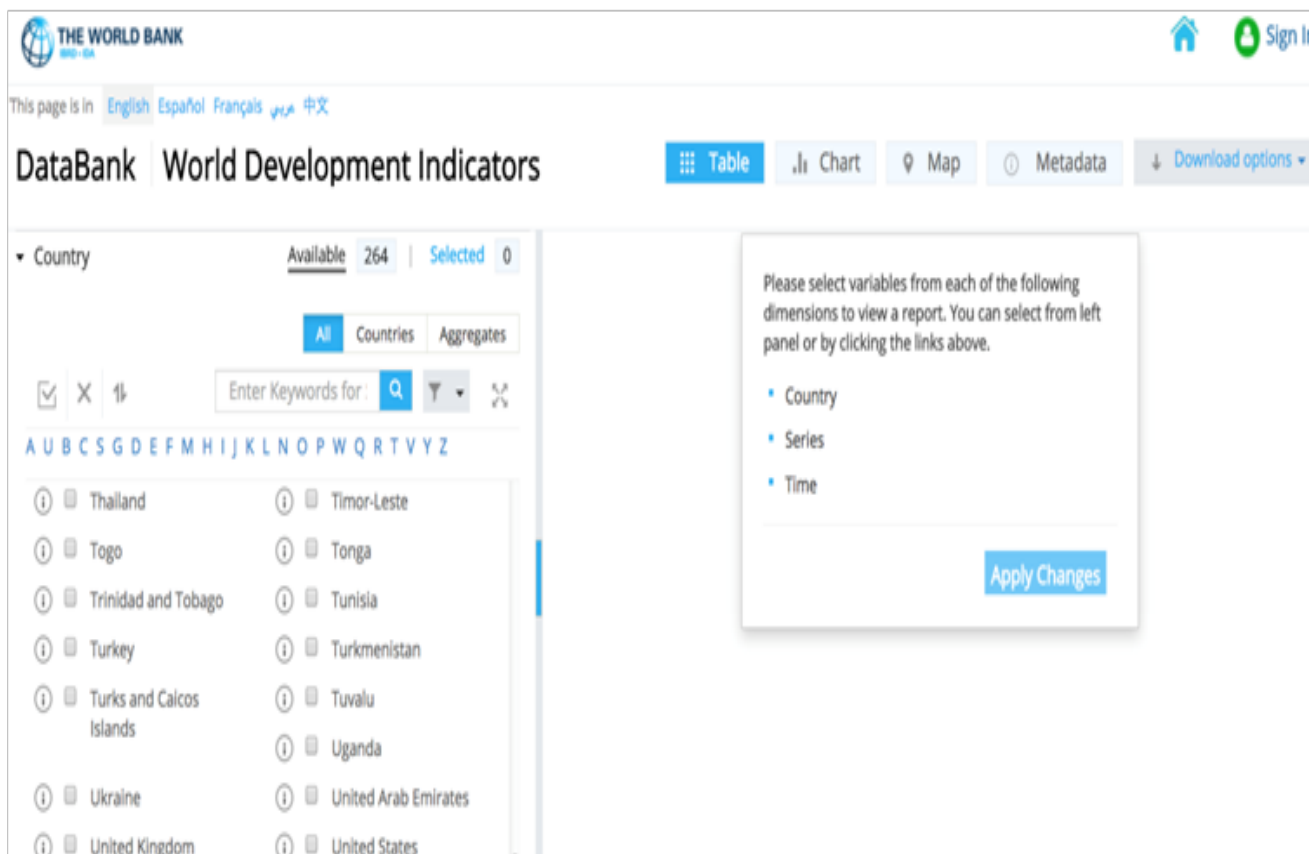
Les indicateurs de développement mondial

Cette plateforme comprend une panoplie d'indicateurs de développement de la Banque Mondiale, compilée à partir de sources internationales officiellement reconnues. Elle présente les données de développement mondial disponibles les plus récentes et comprend des estimations nationales, régionales et mondiales.

Accès à la base de données, aux tableaux et au contenu de la nouvelle interface WDI

Cette rubrique donne accès à un large éventail de données (bases de données, tableaux, ec.) y compris le dernier rapport « World-Development Indicators 2017 ». Parallèlement une page est dédiée à faire ressortir des indicateurs par pays.

Pour affiner la recherche dans la banque de données, une interface de recherche et d'analyse est présentée, comme l'indique la figure suivante, en plus d'une possibilité de téléchargement de la base globale à partir du catalogue, en format Excel ou CSV. La recherche permet aussi un affichage par pays ou par indicateur.



The screenshot displays the World Bank DataBank interface for World Development Indicators. At the top, there is a navigation bar with the World Bank logo, language options (English, Español, Français, العربية, 中文), and a Sign In button. Below the navigation bar, the page title is "DataBank World Development Indicators". A toolbar contains options for "Table", "Chart", "Map", "Metadata", and "Download options".

The main content area features a "Country" filter with "Available 264" and "Selected 0" indicators. Below this, there are tabs for "All Countries" and "Aggregates". A search bar prompts the user to "Enter Keywords for:". Below the search bar is an alphabetical index (A-Z) and a list of countries with checkboxes and information icons. The countries listed include Thailand, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinidad and Tobago, Tunisia, Turkey, Turkmenistan, Turks and Caicos Islands, Tuvalu, Uganda, Ukraine, United Arab Emirates, United Kingdom, and United States.

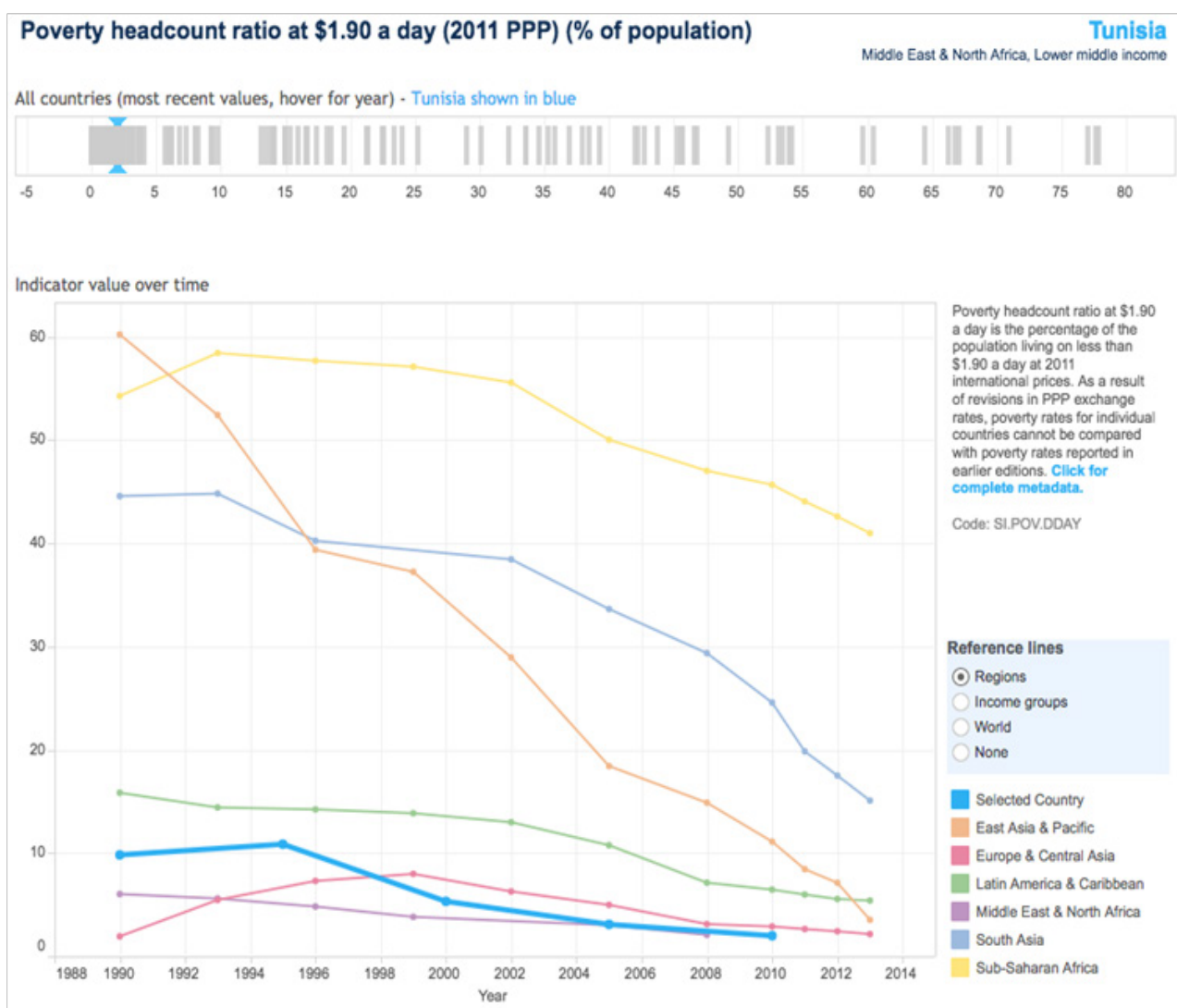
A modal dialog box is overlaid on the right side of the page, containing the text: "Please select variables from each of the following dimensions to view a report. You can select from left panel or by clicking the links above." Below this text are three bullet points: "Country", "Series", and "Time". At the bottom of the dialog box is an "Apply Changes" button.

D'autres rubriques sont aussi disponibles à l'instar de « l'Atlas des objectifs de développement durable 2017 » ainsi que les tableaux de bord des objectifs de développement durable (ODD). Ces tableaux de bord présentent des données concernant les indi-

cateurs de développement mondial (World Development Indicators (WDI)) qui permettent de suivre et d'apprécier les objectifs de développement durable pour chaque pays. Toutefois, ces indicateurs ne peuvent être considérés comme étant les indicateurs

officiels de la surveillance des ODD.

Le mode de recherche et d'affichage est interactif et permet de choisir l'objectif, l'indicateur et le pays, comme l'indique la figure ci-dessous.



Archives de bases de données

Ces archives contiennent des feuilles de calcul Excel et ont une taille allant de 36 à 80 Mb (en mode compressé). Les archives

de juillet 2010 à octobre 2012 incluent également des données du rapport Global Development Finance (GDF) (actuellement appelé Statistiques internatio-

nales de la dette). Les archives antérieures à avril 2010 incluent également des données dans les formats texte et MS Access.

Les rendez-vous

Cette rubrique vous propose les dates des événements des prochains mois (congrès, colloques, séminaires, foires, etc.) en Tunisie et à l'étranger.

| Date | Foire / salon | Lieu |
|---------------------------|---|---|
| 08 oct – 11 Octobre 2017 | SAUDI AGRICULTURE <i>Salon de l'agriculture, de l'irrigation et de l'agro-alimentaire</i> | Riyadh (Arabie Saoudite) / Riyadh International Exhibition Centre |
| 09 oct – 12 Octobre 2017 | AGROSALON <i>Salon international des machines et équipements agricoles</i> | Moscou (Russie) / Crocus-Expo IEC |
| 10 oct – 13 Octobre 2017 | SIMA-SIPSA ALGÉRIE <i>Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture, de l'élevage, de l'agro-alimentaire et de l'aqroéquipement</i> | Alger (Algérie) / Palais des Expositions d'Alger |
| 12 oct – 15 Octobre 2017 | AGRILEVANTE <i>Salon international des machines et équipements de l'aqriculture, l'industrie aqro-alimentaire et l'élevage animal</i> | Bari (Italie) / Fiera del Levante |
| 12 oct – 22 Octobre 2017 | OLMA <i>Salon suisse de l'aqriculture et de l'alimentation</i> | Saint-Gall (Suisse) / Olma Messen St. Gallen |
| 20 oct – 23 Octobre 2017 | VIVEZ NATURE PARIS <i>Salon de l'aqriculture biologique et des produits au naturel</i> | Paris (France) / Grande Halle de la Villette |
| 26 oct – 28 Octobre 2017 | AGRIMAX METZ <i>Salon de l'Aqriculture et de l'élevage du Grand-Est.</i> | Metz (France) / Metz - Centre International des Congrès et Foires Expositions |
| 28 oct – 01 Novembre 2017 | FIRA DE MÓSTRES GIRONA <i>Foire agricole, industrielle et commerciale</i> | Gérone (Espagne) / Recinte Firal de Girona |
| 31 oct – 05 Novembre 2017 | SIAMAP <i>Salon international de l'aqriculture, du machinisme aqricole et de la pêche</i> | Tunis (Tunisie) / Parc des expositions du Kram |
| 08 nov – 05 Novembre 2017 | JTIC INTERNATIONAL <i>Journées techniques des industries céréalières</i> | Paris (France) / Paris Event Center - La Villette |
| Décembre 2017 | SIFEL AGADIR <i>Salon international professionnel de la Filière Fruits & Légumes au Maroc</i> | Aqadir (Maroc) / Agadir Parc Expo |
| 05 dec – 10 Décembre 2017 | AGRIBEX <i>Salon international de l'aqriculture, de l'horticulture et de l'élevage</i> | Bruxelles (Belgique) / Brussels Exhibition Centre |
| 08 dec – 10 Décembre 2017 | MOROCCO FOODEXPO <i>Salon international de l'alimentation et de l'agriculture au Maroc</i> | Casablanca (Maroc) / Parc d'Exposition de l'Office des Changes (CICEC) |